

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N°345 – VENDREDI 23 MARS 2018

LE POIVRIER

Nicolas : "C'est la faute à Cécilia !
C'est elle qu'a voulu voir Mouammar !"

AGENDA MILITANT

→ 27 Mars - 2 juillet

Ici et là [RV avec un polar rouge](#)

→ 28 mars

Toulouse [Travail, valeur et salaire](#)

→ 29 mars

Montluçon [Pour une nouvelle bataille du rail](#)

→ Automne

Île-de-France [Une nouvelle étape](#), OMOS

→ 5 avril

Bordeaux [Penser le pouvoir à l'époque contemporaine](#)

Paris [Partir en vacances : un privilège ?](#)

→ 6 avril

Bordeaux [Que reste-t-il de mai 68 ?](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Emancipation



[1968 De grands soirs en petits matins](#),
Ludovine Bantigny

Au seuil d'un printemps de l'émancipation ?

Nous vivons une curieuse période. La justice semble solder les comptes du mitterrandisme et du sarkozisme, l'un concernant le génocide au Rwanda, l'autre à propos du financement par la Lybie de la campagne présidentielle de 2007. Tout près de nous, l'Union européenne laisse la Turquie massacrer les Kurdes, tandis qu'un peu plus loin, Israël accentue sa politique d'*Apartheid* envers les Palestiniens. Le drame des migrants se poursuit dans la même impuissance. L'accord de Paris sur le climat est menacé. Bref, les tensions internationales sont terribles et exigeraient des initiatives fortes pour les peuples, pour la paix, contre la menace nucléaire.

Eh bien, non, il n'y a rien de plus urgent que faire le procès des cheminots, casser les services publics et le bouclier social qui nous a (en partie) préservés de la crise financière de 2008. Alors que les pays qui ont privatisé le rail en font un bilan catastrophique, la France prend le même chemin. Le cynisme va jusqu'à présenter l'appauvrissement des retraités comme un acte de solidarité, jusqu'à promouvoir la sélection à l'université comme un facteur de réussite, jusqu'à présenter le gouvernement par ordonnance comme un témoignage d'efficacité démocratique. Politique pour les riches, politique injuste, politique antidémocratique - la réforme de la SNCF ne faisait pas partie du programme du futur Président directeur général de la France -, l'ensemble fait système. C'est pourquoi au-delà de la résistance à tel et tel projet du pouvoir, il s'agit bel et bien de reprendre le fil d'une politique de transformation sociale et écologique, et, en définitive, du combat pour l'émancipation.

Le 15 mars 1968, dans un article resté célèbre du *Monde* intitulé "Quand la France s'ennuie", Pierre Vianson-Ponté écrivait notamment : « *Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde, la guerre du Vietnam les émeut, certes, mais elle ne les touche pas vraiment* ». Chacun sait ce qui a suivi... Il semble que, cette fois-ci, personne ou presque ne serait surpris que la colère embrase le champ de ruines de la politique traditionnelle. Et cela urge.

● Michèle Kiintz et Gilles Alfonsi

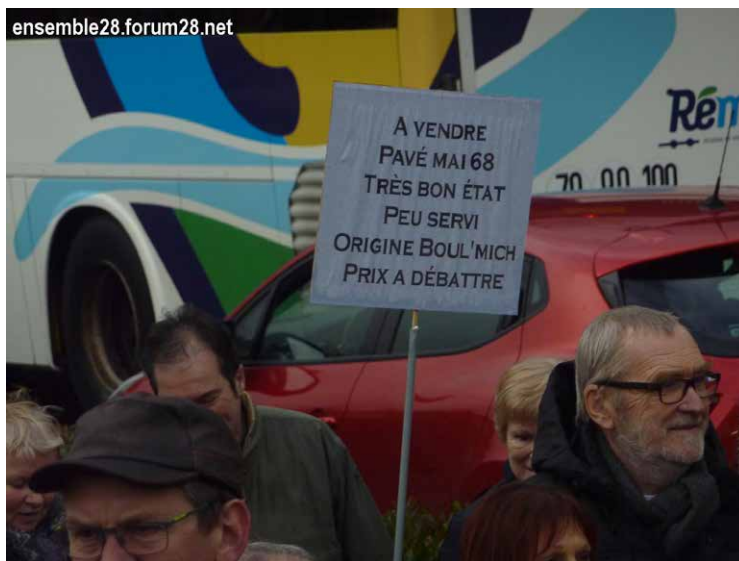


Tortures. "Bonne nouvelle", le nouveau directeur de la CIA est une directrice. Mauvaise nouvelle : il s'agit de Gina Haspel, une ancienne espionne impliquée dans les opérations clandestines des services américains. Et connue pour avoir soutenu voire organisé les actes de tortures sur des suspects après les attentats du 11 septembre 2001. Réagissant à cette nomination, le sénateur républicain John McCain a demandé que « *Gina Haspel explique la nature et l'étendue de sa participation au programme d'interrogatoires de la CIA* ».



Assassinat. À la suite de l'assassinat de Marielle Franco, figure de la gauche brésilienne, militante féministe et considérée comme l'une des porte-voix des minorités, le Brésil est en ébullition. Une grande marche a eu lieu mardi 20 mars à Rio, ainsi que de nombreuses manifestations. Cette mobilisation intervient dans un contexte politique particulièrement conflictuel et dans une situation sociale marquée par de nombreuses violences. L'enquête a d'ores et déjà montré que les

Chartres, 15 mars, les retraités donnent le signal.



balles ayant servi au meurtre ont fait parti des stocks de munition de la police. Si le gouvernement brésilien a affirmé qu'elles avaient été volées à la police il y a plusieurs années, l'implication de policiers dans ce vol aurait aussi été constatée à l'époque. L'ONG Human Rights Watch dénonce le climat de quasi-impunité qui règne dans le pays et « *l'échec du système de sécurité publique* ».

Peine de mort. Face à la multiplication des overdoses aux États-Unis, qui constitue une véritable crise de santé publique, Donald Trump envisage de punir de la peine de mort certains dealers. Entre de modestes annonces préventives comme la mise à disposition dans les établissements scolaires de traitement d'urgence en cas d'overdose, il a surtout souligné que « *la fermeté est ce qui leur fait le plus peur. Il ne s'agit plus d'être gentil* ». Cette guerre à la drogue cent fois proclamée est dénoncée par les associations : « *La peine de mort ou les lourdes condamnations n'ont jamais eu d'effets dissuasifs*

Image de la semaine

sur l'addiction et le trafic de drogue. On le sait d'expérience, parce que nos lois sont déjà très dures et n'ont jamais stoppé ou même réduit le trafic. C'est même l'inverse : en criminalisant la drogue aux États-Unis, on pousse les usagers dans la clandestinité et à adopter des comportements plus risqués, et il est encore plus difficile de les soigner.

Génocide. La Turquie poursuit sa guerre contre les Kurdes, appelée cyniquement "opération Rameau d'olivier". Aidée par des milices djihadistes (issue notamment de l'État islamique), elle a pris le contrôle d'Afrin. Erdogan, le sultan de pacotille, a pu s'en glorifier à l'occasion du 103^e anniversaire de la victoire des troupes ottomanes sur les forces alliées lors de la bataille de Gallipoli en 1915. Quelle gloire, en effet, de massacrer les forces qui ont joué un rôle décisif pour défaire Daesh ! Ces derniers jours, des centaines de milliers de civils ont fui la ville, dans des conditions humanitaires catastrophiques. Du côté des forces kurdes, un changement de stratégie a été annoncé. Reste deux gros points d'interrogation : comment les 15 millions de Kurdes habitants en Turquie, sur 70 millions d'habitants, vont-ils réagir ? Comment l'Union européenne va-t-elle réagir aux nouveaux propos d'Erdogan, annonçant que « *les opérations vont continuer pour nettoyer les explosifs et les rebuts de l'épée* », expression ignoble utilisée au sujet des Arméniens survivant du génocide commis entre 1915 et 1917 ?

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin

Chroniqueurs : Francis Combes,
Catherine Destom-Bottin, Sylvie
Larue, Patricia Latour, Stéphane
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,
Jean-Claude Faure, André Pacco.

cerises@plateformecitoyenne.net



MEDIAPART





Machette. *La vérité sur le rôle de la France dans le génocide rwandais de 1994 finira-t-elle par s'imposer ? L'enquête judiciaire en cours, en France, pour complicité de génocide et complicité de crime contre l'Humanité se poursuit. Armement du régime, formation des troupes d'élite du pays alors même que des massacres de Tutsis avaient déjà eu lieu dans les années 90, laisser-faire lorsque les massacres ont commencé... , la responsabilité de la France, et notamment de l'Elysée, est directement en cause. Sans parler du fait, prouvé, que certains commanditaires et auteurs du génocide se sont réfugiés en France les années suivantes. Notons que les faits de crimes contre l'humanité ou de génocide sont imprescriptibles et que les responsables français de l'époque pourraient donc être inquiétés... si l'enquête aboutit. Miterrandisme, le temps des soldes est venu !*



Descente aux enfers. Après avoir été placé en garde à vue 48 heures - mais, nous sommes rassurés, avec le droit de rentrer dormir chez lui -, Nicolas Sarkozy vient d'être mis en examen pour le financement présumé de sa campagne électorale de 2007 par la Libye de Khadafi. Plusieurs

Coup de torchon



Mister Trump & Docteur Macron

Les chiffres donnent le vertige : 17 morts dans un lycée de Floride en février dernier et la 291^e fusillade en milieu scolaire en cinq ans aux États-Unis. Le pays compte près de 500 fusillades chaque année. Les vieilles recettes du monde selon Trump consistent cette fois à armer les profs et à leur fournir une formation au maniement des armes... Le bas-fond est sans limite.

Heureusement, les images des jeunes survivants et proches des victimes, à Fort Lauderdale, scandant "no more guns!"¹ ont redonné oxygène et espoir. Elles montrent combien la jeunesse américaine mène un combat de plus en plus résolu contre les ventes d'armes face aux boutefeux de la *National Rifle Association*. Des adolescents ont créé le groupe *Teens Against Gun Violence*². Des survivants du lycée frappé et leur mouvement #NeverAgain ont appelé à une marche et récolté plus de 3,7 millions \$. Leur militantisme part du deuil. Il est la vie et le ras-le-bol. Cette jeunesse est une part du nouveau monde.

Notre part, c'est, paraît-il, Emmanuel Macron. Les ventes d'armes, il s'y connaît. Il ne les vend pas aux Français pour qu'ils s'entretuent. Mais aux Indiens (Rafale, sous-marins), aux Égyptiens (Mistral, véhicules blindés, Rafale encore), à l'Arabie Saoudite (artillerie, missiles, hélicoptères d'assaut, frégates d'attaque). "Comment Macron soutient les ventes d'armes à l'Arabie saoudite", titrait ainsi *Challenges* le 22 février 2018. Ces clients ont le front de se servir des armes qu'on leur vend. Et mènent des guerres (Yémen...) qui massacrent des populations civiles.

Le vieux monde n'en finit décidément pas.

● Philippe Stierlin

1. plus d'armes à feu !
2. adolescents contre la violence par armes à feu

millions d'euros (en liquide !) auraient ainsi été remis à l'équipe de campagne du Président français. Les journalistes spécialisés constatent par ailleurs les décès, « dans des circonstances troubles » de certains protagonistes du dossier. Sarkozy et ses proches (de moins en moins nombreux) contestent toutes les accusations formulées à leur encontre. Sarkozisme, le temps des soldes est venu !

Grève et barrages. La situation politique est critique à Mayotte, où les représen-

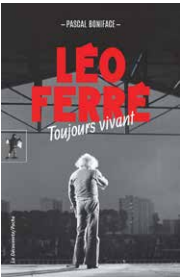
tants de l'intersyndicale et les collectifs dénoncent l'incurie du gouvernement. Pour mémoire, le département d'Outre-mer est confronté à une situation sociale dramatique et à de lourds problèmes de sécurité, liés notamment à l'afflux de réfugiés des pays alentours. Outre les risques de violences entre les communautés, la possibilité d'une grave crise sanitaire est évoquée. De fait, depuis la départementalisation du territoire, adoptée en 2011, les évolutions économiques promises, notamment pour rapprocher les droits sociaux de ceux des métropolitains, n'ont pas eu lieu.

Piteux. Résultat du premier tour de l'élection législative partielle qui se déroulait dimanche dernier à Montargis : le second tour opposera le candidat Les Républicains (38 %) au candidat En Marche (20 %). À gauche, le PCF a obtenu près de 6 % des exprimés et la France insoumise moins de 5 %. Pourquoi s'allier quand on peut faire moins ?

Outre-mer : Quel colonialisme français

Il est encore temps de s'inscrire à la journée consacrée à la réalité et la complexité de la nature du lien entre la France et pays d'Outre-mer - Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Polynésie, Mayotte, Kanaki-Nouvelle-Calédonie. Y apporteront leurs connaissances et expériences de terrain deux chercheurs, Patrick Bruneteaux et Stéphanies Graff, ... et tous les participants. Repas prévu entre matinée et après-midi, inscriptions sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Séminaire", ici.

Délicieux



Pour une fois, Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques, n'écrit pas sur un de ses thèmes de prédilection mais sur sa passion pour Léo

Ferré et la singularité du chanteur anarchiste. Comme dans d'autres ouvrages sur Ferré, on trouve le récit d'une vie, mais en plus, le sens que Léo Ferré donne à son engagement - un anarchisme comme mode de vie, « *plus qu'un idéal politique* », une chanson "Les anarchistes" non destinée à devenir un hymne -, le poids de la censure dans sa trajectoire et le rôle de ses grandes rencontres, amoureuses et musicales, son mode de création.

Ce qui différencie Ferré d'autres chanteurs de la même époque, c'est son rapport à la poésie et le fait qu'en mettant en musique la poésie de Baudelaire, Rimbaud, Verlaine, Apollinaire et Aragon, il les fait connaître au-delà des cercles restreints des amateurs : « *Léo Ferré rend à la poésie un service dont on calcule mal encore la portée, en mettant à disposition du nouveau lecteur, un lecteur d'oreille, la poésie doublée de la magie musicale* », disait Aragon, qui poursuivait par ailleurs : « *Léo Ferré me donne à rêver comme Eluard disait des peintres qu'ils donnent à voir. (...) Ceux qui tournent la clef d'or des jardins magiques, l'avenir ne les oubliera pas* ». Pour Ferré, « *Toute poésie destinée à n'être que lue et enfermée dans sa typographie n'est pas finie. Elle ne prend son sexe qu'avec la corde vocale tout comme le violon prend le sien avec l'archer qui le touche* ». Pour Pascal Boniface, Ferré est érotique et sensuel quand Brassens est grivois et amusant, le premier attaque frontalement les pouvoirs quant le second s'en moque gentiment. Sans établir de podium, il faut reconnaître le génie de celui qui échappe aux étiquettes et aux logiques de classement.

● Gilles Alfonsi

Léo Ferré - Toujours vivant, La Découverte, 189 p., 9 €



Exclusion. Renforcer les contrôles des demandeurs d'emploi, voilà le grand projet du ministère du Travail, qui entend ainsi mettre en œuvre l'une des promesses de campagne d'Emmanuel Macron. Ce sera l'objet d'un projet de loi, nommé sans rire "Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel". Au menu, la "mise en cohérence" des sanctions contre les chômeurs qui ne se présentent pas aux rendez-vous à Pôle Emploi, le renforcement des punitions pour les chômeurs qui ne cherchent pas « *assez activement* » un emploi. Peines plus sévères, plus longues et plus lourdes sont à l'ordre du jour, avec surtout la volonté de rendre « *pleinement applicable* » la notion d'« *offre raisonnable* » d'emploi, dans le but de radier un chômeur qui aurait décliné deux propositions d'emplois.

Gratuité. Anne Hidalgo souhaite la gratuité des transports publics à Paris, et une étude va être lancée pour envisager les conditions d'une telle réforme. L'enjeu est à la fois social et écologique. Il est aussi financier, dans la mesure où la contribution financière des usagers au financement des transports en commun représente 3,8 milliards d'euros annuels. Il s'agit donc de trouver un modèle économique, qui sera probablement différent de celui des villes moyennes qui, ces dernières années, ont mis en place la gratuité des transports en commun (Aubagne, Castres, Deux-Sèvres, Dunkerque, Libourne, Niort...). Sans attendre, le Conseil de Paris vient d'adopter la gratuité des pass Navigo pour les plus de 65 ans (sous condition de ressources), qui devrait concerner 200 000 Parisiens, ainsi que la même mesure pour les 20 000 bénéficiaires de l'allocation adulte handicapée. La gratuité des services publics est une idée neuve !



Islamophobie (suite). Dans un appel alarmiste publié par *Le Figaro*, 100 personnalités - parmi lesquelles Alain Finkielkraut, Bernard Kouchner, Luc Ferry, Françoise Laborde ou encore Élisabeth Lévy - ont lancé cette semaine un appel contre le « *totalitarisme* » et le « *séparatisme islamique* ». Ils partagent le « *sentiment qu'un danger menace la liberté en général et pas seulement la liberté de penser* », alors que le « *nouveau totalitarisme islamiste cherche à gagner du terrain par tous les moyens et à passer pour une victime de l'intolérance* ». Dans une tribune publiée par *L'Humanité* ([ici](#)), Pierre Laurent souligne : « *nous combattons sans relâche ceux qui veulent faire du judaïsme ou de l'islam, l'un et l'autre, ou de toute autre religion, des soi-disant "corps étrangers". (...) Nous refusons toute banalisation de l'antisémitisme, de la haine de l'islam ou de toute croyance, de toute culture ou origine, comme nous refusons de hiérarchiser les racismes, xénophobies, atteintes à la dignité, les discriminations dont chacune et chacun d'entre nous peut être la cible* ».

Justice. Si l'on peut, il faut suivre au quotidien, sur *lefigaro.fr*, le procès des militants de Tarnac, un groupe de huit militants libertaires poursuivis pour la dégradation présumée d'une ligne SNCF en novembre 2008. Le site suit le procès en direct, et l'on voit se déliter les accusations policières, sur fond d'éléments à charge douteux (PV incomplets, témoins flous, preuves manquantes...). S'agissant de la période où l'affaire était traitée comme une affaire terroriste, *Le Figaro* écrit : « *Plus le temps passe, plus l'instruction semble fragile et bancal. On découvre ainsi que les enquêteurs ont parfois pris des libertés avec la légalité. Les critiques pleuvent dans la presse et finissent par avoir raison du juge antiterroriste qui a porté le dossier* ». Après l'abandon de la qualification de "terroriste" en 2015, l'affaire est ainsi passé de la Cour d'assises spéciale à un tribunal correctionnel. On se demande maintenant si, par hasard, les prévenus ne seraient pas en route vers un acquittement. ●

Les talons d'Achille Macron

En prétendant imposer sa politique, c'est-à-dire en s'efforçant de discipliner la société pour gouverner contre elle et pour les riches, le président directeur général de la France s'expose à la possibilité d'une sévère défaite.

Le Président directeur général de la France et son principal collaborateur, Edouard Philippe, tentent, en affrontant les cheminots, de faire comme Margaret Thatcher face aux mineurs anglais dans les années 80. Il ne s'agit pas seulement de franchir une étape décisive face à une entreprise publique encore solide, en l'occurrence de parvenir à ce que la SNCF change définitivement de paradigme et entre entièrement dans la logique néolibérale promue par l'Union européenne - ce qui s'inscrit dans le mouvement déjà très engagé d'ouverture à la concurrence du système ferroviaire. Il s'agit surtout d'écraser toute résistance, face à ce qui reste un bastion syndical, où l'influence des syndicats se revendiquant de la transformation sociale reste forte. Et il s'agit plus largement de donner une leçon de discipline à toute la société.

Résister, c'est possible

Le pari est logique et risqué. Logique car les gouvernements se heurtent depuis de nombreuses années à une résistance de la société au néolibéralisme. Malgré l'accentuation de la dégradation des services publics et malgré les campagnes des grands médias qui les dénigrent et stigmatisent les fonctionnaires, l'attachement aux services publics reste puissant. Le dernier baromètre annuel réalisé par l'institut Kantar Public / Paul Delouvrier (décembre 2017) en a une nouvelle fois témoigné¹ : l'opinion apprécie très large-

ment les services publics. Et on note la montée en puissance de l'idée que, plutôt que diminuer les impôts, il faut « améliorer les prestations fournies par les services publics quitte à augmenter les impôts et les prélèvements » (la question de trouver de nouvelles ressources pour financer l'action publique n'a pas été posée...). Pour le pouvoir, dont l'objectif

En souhaitant l'affrontement avec les cheminots, le pouvoir entend donner une leçon de discipline à toute la société. Mais sa légitimité est mince et il prend le risque de l'écorner gravement.

est de rogner les dépenses publiques, donc de diminuer le nombre de fonctionnaires et de privatiser les services publics, il faut casser ce soutien. C'est pourquoi il alimente la "guerre sociale" : derrière le masque hypocrite d'une ministre envoyée sur la plateau télé pour faire semblant qu'une négociation serait voulue, le rouleau compresseur est... En Marche, et tout le monde le sait.

Le pari gouvernemental est aussi risqué. D'une part car il existe en France une forte critique du néolibéralisme et un puissant rejet critique du capitalisme. D'autre part car, ces temps-ci, de multiples mobilisa-

tions se produisent, sur une grande variété de sujets, dont beaucoup ont à voir avec la dégradation des services publics. Citons, par exemple, les grèves et manifestations des personnels des établissements pour les personnes âgées, celles des agents hospitaliers, mais aussi celle des personnels d'Air France et celles qui s'amorcent dans certaines entreprises privées.

En fait, si un tiers de siècle de politiques libérales, avec quelques parenthèses modestes, n'ont pas réussi à mettre à bas les services publics, c'est peut-être bien qu'au-delà même des mobilisations, ça résiste. Ça résiste non seulement du côté des agents, mais aussi du côté des élus locaux de toutes sensibilités, d'une certaine manière du côté des attentes des usagers et du côté même... du législateur. N'oublions pas que ce dernier a continué, même lorsque les gouvernements portaient des politiques d'austérité, de voter des textes créant de nouveaux droits et de nouvelles prestations. Cette dimension est souvent occultée car elle nuance le sentiment commun d'une réduction unilatérale des politiques publiques et des dépenses sociales. Quoi qu'il en soit, malgré ce que font mine de croire les ministres en service commandé dans les médias, le gouvernement ne peut pas être sûr de lui. En fait, la mobilisation des cheminots, des fonctionnaires, des retraités et des étudiants a de quoi leur faire peur.

Deux talons d'Achille

Comme les gouvernements précédents,

1. Lire cette étude, [ici](#).



Les 180 manifestations du 22 mars marquent un tournant... vers un possible embrasement social ?

Emmanuel Macron va maintenant passer son temps à se justifier, mis sur la défensive non seulement par la mobilisation mais par le sentiment majoritaire que sa politique est injuste. Euphémisme : cette posture défensive, de justification, est aux antipodes de celle qui a porté son mouvement en tête au premier tour de l'élection présidentielle. Bien sûr, cela ne change rien au fond du projet : politique pour les riches, dénigrement de l'action publique, négligence des besoins sociaux, désintérêt pour la cause écologique. Mais cela change le climat politique. Et cela nous rappelle bien sûr qu'il a été élu par défaut face à Marine Le Pen. Limité essentiellement, dès l'origine, à certains milieux sociaux favorisés, l'engouement initial pour une campagne renouvelant en apparence les codes de la politique a cédé la place à la démobilisation.

Baisser le niveau des pensions de 12 millions de retraités alors qu'une forte proposition de ceux-ci ont des revenus modestes ? Maintenir le blocage des salaires des 5 millions de fonctionnaires et assimilés ? Barrer la route de l'avenir aux 2,2 millions de lycéens et aux 2,5 millions d'étudiants ? Appauvrir l'ensemble des actifs par une politique fiscale au bénéfice des plus riches ? Cette séquence

pourrait bien rapidement mettre à nu le déficit de base sociale du pouvoir. Or, ce talon d'Achille du déficit de base sociale, aucun pouvoir ne peut, en principe, s'en

Soutenir le mouvement ou "faire la grève par procuration" ne pourra suffire à infliger une défaite. Tout le monde doit entrer en résistance.

affranchir en démocratie.

Mais un autre point faible du pouvoir concerne le choix de gouverner contre la société, et donc son rapport à la démocratie. On ne parle pas là seulement de telle ou telle enquête d'opinion, même si celles-ci montrent que le soutien à Emmanuel Macron a déjà fortement diminué, et qu'il poursuit sa baisse. On parle de la prétention à imposer son projet, qui est minoritaire dans la société, et son calendrier. Le Président est conscient de son problème : seule une fuite en avant dans l'action peut masquer son déficit de légitimité, la pauvreté de son projet, la médiocrité de ses parlementaires (il vaut mieux pour les 311 députés de la République en marche ne pas débattre avec les 34 députés Insoumis et PCF), et sur-

tout peut lui permettre de conserver un socle minoritaire de soutien dans l'opinion. Son problème, c'est que chaque fois qu'il ouvre un sujet - et il en ouvre beaucoup, misant sur l'idée que cette frénésie serait son salut -, des acteurs de la société civile, des citoyens, des élus demandent du débat, de l'écoute et forment peu ou prou des alternatives. Du coup, on peut dire que Macron, engagé dans une course folle à la réforme, mobilise ardemment... contre lui-même !

Que faire ? Soutenir les mobilisations, et en premier lieu celle des cheminots, c'est bien. Mais il est évident que la grève ou la manifestation par procuration, selon le terme banalisé par certains médias lors d'autres mouvements, ne pourra pas être suffisant. Car le pouvoir joue l'avenir de son quinquennat. L'une des clefs est à l'évidence que nous soyons nombreux, d'une manière ou d'une autre, à entrer en résistance. Rien n'empêche que cela ne prenne pas seulement la forme d'une lutte défensive contre les projets gouvernementaux, mais aussi d'exigences positives pour l'avenir des biens communs que sont les services publics et d'une progression des idées en faveur d'un nouvel horizon.

● Gilles Alfonsi

Encore un effort pour être écologistes...

À gauche, de Benoît Hamon à Jean-Luc Mélenchon, aujourd'hui, tout le monde serait écolo ?

Si on pense que l'écologie n'est qu'un ensemble d'idées, on en n'est pas loin. La prise de conscience des limites de la planète entraînant la critique de la façon de produire et de celle de consommer, l'une et l'autre ont été largement intégrées. Les programmes électoraux le manifestent. En général, rien ne manque, de la sortie du nucléaire à l'obsolescence programmée.

Mais un courant politique n'est pas qu'un ensemble de doctrines. Il naît dans une classe sociale, d'un mouvement social, d'une vague culturelle... Le socialisme est né de l'apparition des masses ouvrières industrielles. Le fascisme des traumatismes de la Première Guerre mondiale. L'écologie naît dans les années 60 et 70 d'un ensemble de mouvements sociaux : mai 68, la défense de l'environnement, la lutte contre le nucléaire, les luttes régionalistes, le mouvement des femmes... Une aspiration à vivre différemment lui donne naissance : libération sexuelle, modes de vies communautaires, retour à la campagne, envie d'une ville plus respirable, ras-le-bol de la consommation et des objets...

Pour cette raison, bien des théoriciens de l'écologie insisteront pour dire qu'elle n'est pas seulement un mouvement politique mais surtout un mouvement culturel, anthropologique (qu'est-ce que l'humain ? l'humain par rapport à la nature ?) voir épistémologique : quelle question pose-t-on ? Demander "pourquoi ?" plutôt que "combien ?" ou "à qui ?". Pourquoi produire ceci ou cela plutôt que comment le produire (plus efficace) ou à qui le distribuer ?

L'écologie n'est donc pas seulement un ensemble d'idées qu'on peut faire rentrer dans un mécano d'idées déjà là, quitte à bouleverser l'ensemble. Elle est une culture, une vision du monde, une façon de ressentir et de percevoir les choses, des affects et des per-

cepts, diraient Deleuze ou Guattari. Une sensibilité, une manière d'être et de vivre. Très forte chez une minorité – néo-ruraux, zadistes, adeptes urbains du vélo et du bio... -, elle influence les sociétés occidentales depuis 40 ans.

Ces dimensions de l'écologie sont bien plus difficiles à intégrer par la gauche. Y compris pour des raisons très humaines et sociologiques : les sensibilités des personnes se construisent sur le temps long, plus long que celui de la réflexion, de l'écriture des livres ou de la rédaction des programmes.

Bien des dimensions culturelles de l'écologie manquent encore à la gauche, même celle qui s'est le plus écologisée. Prenons quelques exemples. Inspirée par la nature et le régionalisme, l'écologie valorise la diversité comme une richesse là où la gauche met en avant l'unité. Baignée par le pacifisme, les exemples de Gandhi, Luther King et Lanza Del Vasto, l'écologie promeut la non-violence là où la gauche a une culture du rapport de force et d'une certaine virilité. Née de la critique du nucléaire, de la bagnole, du bazar de l'électroménager des années 60, d'un désir de vivre sans cette invasion du matériel, l'écologie se défie de la technique, quand la gauche y voit une incarnation du génie humain et une des voies du progrès. Parce que l'écologie est un désir de vivre autrement ici et maintenant, elle insiste sur la cohérence entre les idées et les pratiques.

Il y a encore besoin d'écologie en politique car les politiques publiques sont loin d'être à la hauteur de la crise climatique, a fortiori du tournant civilisationnel que propose l'écologie. Il y en a encore plus besoin comme mouvement social, imaginaire, sensibilité

Il y a encore besoin d'écologie en politique car les politiques publiques sont loin d'être à la hauteur de la crise climatique, a fortiori du tournant civilisationnel que propose l'écologie. Il y en a encore plus besoin comme mouvement social, imaginaire, sensibilité car pour ces changements là, il faut encore plus de temps pour qu'ils soient profonds et non superficiels.



● Stéphane Lavignotte

Le livre fait salon

Le salon du Livre de Paris (rebaptisé Paris Livre) vient de s'achever. L'occasion de revenir sur l'édition. Impossible de faire un tour d'horizon de la vie culturelle sans aborder en effet l'édition, qui reste, à l'échelle mondiale, la première des industries culturelles.

Pour notre part, nous fréquentons ce salon depuis les années 80. Près de quarante ans...

Comme lecteurs, comme éditeurs, et comme auteurs... Un bail !

Il y a évidemment des choses qui ne changent pas, et d'autres qui évoluent.

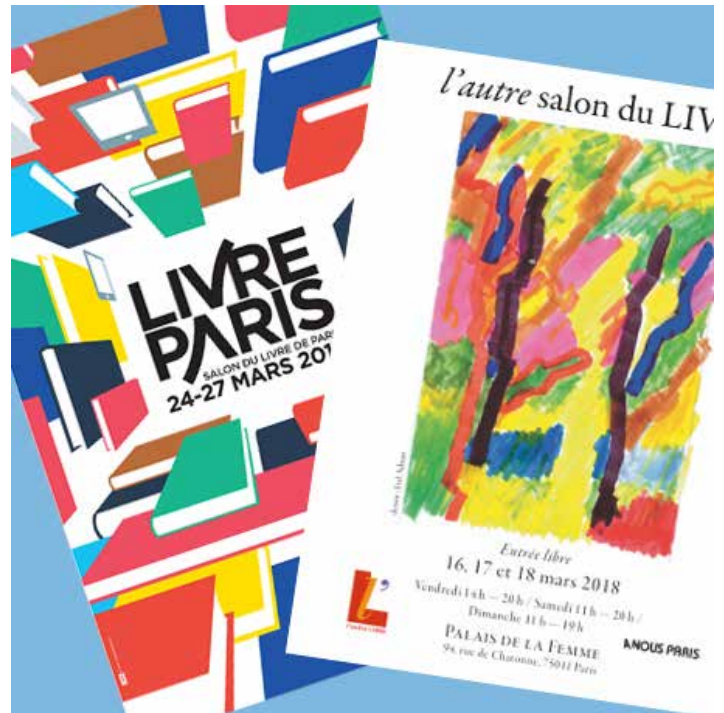
Ce qui ne change guère, c'est l'impression globale que, bon an mal an, cette foire au livre fait sur les visiteurs. Ce rendez-vous annuel devrait être une fête pour les amoureux du livre. Mais ce n'est pas le cas. Les lecteurs, après avoir dû payer l'entrée (s'ils ont plus de 18 ans), se disent très souvent désorientés par un amoncellement d'ouvrages tel qu'il en devient difficile de voir quelque chose et de faire son choix.

Pour les auteurs, c'est pire. Rien de tel pour porter un coup au moral et broyer le narcissisme spontané de n'importe quel écrivain (en herbe ou pas) que de découvrir subitement que son livre, porté en général beaucoup plus que neuf mois, n'est qu'une infime goutte d'eau dans cette mer de papier.

Quant aux éditeurs, la plupart passent là six jours (en comptant l'installation), plutôt épuisants, pendant lesquels ils ne se croisent pas les pouces, mais croisent les doigts en espérant rentrer dans leurs frais ; ce qui n'a rien d'évident.

Mais chaque édition du salon a son propre visage. Elle est à chaque fois marquée par des événements et elle marque souvent une certaine évolution du paysage éditorial.

Rendez-vous traditionnel, le salon du Livre est moins couru par les hommes politiques que le salon de l'agriculture... Signe d'une époque et de la place dévolue à la culture... Le Président de la République a pourtant honoré le Livre de sa visite... Et il s'est surtout distingué pour avoir évité le stand de la Russie, pourtant pays invité. Comme si les écrivains russes devaient faire les frais de la nouvelle confrontation Est-Ouest. On aurait



pu penser que la subordination de la littérature aux aléas de la politique était un souvenir ancien, lié à l'époque stalinienne, du réalisme socialiste... Et qu'importe que les écrivains russes, tout en étant attachés à leur pays, fassent souvent preuve d'attitudes critiques envers le régime.

Moins spectaculaire mais peut-être plus important : ce que cette année révèle des évolutions en cours dans l'édition française.

La France reste un pays où l'édition est forte et active. Elle maintient des secteurs sciences humaines, littérature et poésie qui produisent beaucoup de livres de qualité. L'existence de mécanismes de soutien public n'y est pas étranger. (Un peu comme dans le cinéma qui se porte mieux que beaucoup d'autres cinémas en Europe. Même si ces mécanismes publics, comme le CNL, ou de régulation par le prix unique jouent dans ce secteur un rôle bien moindre que pour le cinéma).

Il y a ainsi toujours en France quelque trois mille maisons d'édition. Et environ 2 000 librairies... Ce qui est bien sûr un gage de diversité et de liberté pour la pensée et la création. (Beaucoup de nos voisins sont beaucoup plus mal lotis).

Mais la tendance lourde à la concentration capitaliste se poursuit et s'accroît.

Cette concentration n'est pas visible à l'œil nu pour le visiteur non averti car les grands groupes ont eu l'intelligence de préserver la diversité des marques et des noms des maisons d'édition qu'elles ont absorbées.

Mais la réalité est là. Sur 3 000 maisons, deux groupes, Hachette et Editis, font à eux seuls plus de la moitié du chiffre d'affaires de la profession. Hachette (qu'on appelait autrefois la "pieuvre verte"... mais ce terme est passé de mode, comme la critique des monopoles) arrive en tête, avec 2 200 millions d'euros de chiffre d'affaires. Et on sait que le groupe Lagardère

est lié à la haute finance et à la grande industrie, des médias à l'armement. Derrière, vient Editis, (l'ex Vivendi, lié à Havas, puis à De Wendel et maintenant au groupe espagnol Planeta) avec plus de 800 millions. Ensuite, avec 561 millions, le groupe La Martinière, qui avait avalé Le Seuil, il y a quelques années, et qui est en train de fusionner avec Média-participations, un groupe belge spécialisé dans la BD et le jeu vidéo. Ce groupe, lié à Michelin et Axa, constitue un géant multimédia, très présent dans le secteur religieux. Quatrième groupe : Madrigall, résultat de la reprise de Flammarion par Gallimard, avec 437 millions... Puis les éditions Lefebvre Sarrut (le *Daloz*, etc.), avec 400 millions.

Derrière ces massifs, beaucoup de petites maisons, souvent animées par des passionnés qui se battent pour défendre des livres auxquels ils croient... mais qui ont du mal à vivre de cette activité.

Parmi ces petits éditeurs, remarquons que l'édition critique, voire marxiste, qui avait été laminée dans les années 90, a pu renaître de ses cendres et on peut citer, à côté du Temps des Cerises qui fut la première à relever le gant, d'autres, comme La Dispute-Éditions sociales (qui s'est engagée dans la réédition des œuvres de Marx), Delga, la Fabrique et quelques autres... Certains de ces éditeurs sont toujours présents au salon du Livre, d'autres se sont retrouvés à l' "Autre salon", au Palais de la femme, à l'invitation de l'Autre livre... Mais la proportion et le rapport des forces entre indépendants et groupes dominants est du genre «un cheval, une alouette».

D'aucuns, prenant appui sur les bons livres que publient les gros, pensent que cette concentration est sans effet sur la production. Voire... Elle est en tout cas décisive pour le sort des livres et des auteurs, qui, selon que l'éditeur sera puissant ou misérable, réussiront ou non à toucher le public.

Et si on regarde non seulement l'économie du livre, mais le contenu de la production éditoriale, on ne peut qu'être frappé par certaines tendances évidentes révélées ou confirmées par ce salon.

Outre la présence de Dieu, que l'on rencontre assez souvent dans les rayons, un phénomène retient l'attention : les livres liés aux jeux vidéos et à l'univers des réseaux sociaux. Plusieurs maisons s'en sont fait une spécialité.



Parmi les quelque 2 000 librairies en France, celle des Volcans, à Clermont-Ferrand, en Scop depuis trois ans et demi.

Les livres audio, qui semblaient condamnés, connaissent aussi un regain. On parle à ce sujet, pour ceux qui ne lisent pas mais écoutent, d' "audio-lecteurs", expression étrange et contradictoire...

Plus remarquable encore : la multiplication des ouvrages sur le bonheur. Dans cette société où la dépression se porte bien, le bonheur fait vendre. D'abord sous forme de recettes diverses, dans les stands consacrés au "développement personnel", mais aussi en littérature. Les spécialistes parlent de *feel good romans*... Tout un programme.

Dans le même genre : l'apparition d'un phénomène nouveau : la "romance". Un large secteur du salon du livre était consacré à ces nouvelles maisons, "inconnues au bataillon" pour de vieux routiers de l'édition, et dont c'est le "créneau".

Le public visé est celui des *young adults*. Plus précisément, celui des jeunes filles, "cœur de cible" de ces publications qui leur décochent non la flèche d'Eros, mais tout comme : des romans à l'eau de rose, assaisonnés de quelques scènes de sexe, genre *50 nuances de gris* pour ados.

Autrefois, il y avait la collection Arlequin. Maintenant, ce sont ces maisons qui publient des livres traduits de l'américain. Quelques auteurs français aussi, dont certains ont fait leurs premières armes sur Internet et ont pu être ainsi repérés par des "chasseurs de tête". Ayant eu quelques milliers de lecteurs sur la toile et s'étant fait connaître sur *Youtube*, ils (ou elles) voient ensuite leur livre édité. L'une de ces jeunes romancières (qui a déjà beaucoup vendu) révèle son secret sur *FR3*, avouant qu'elle mettait quand même trois semaines à écrire chacun de ses romans... Peut-être une Simenon en puissance... Les paroles s'en vont, les écrits restent. Lesquels ? Nous ne le savons pas encore. Mais ce qui est sûr, c'est qu'un nouveau monde est en marche !

● Francis Combes et Patricia Latour

